

Astrid KAISER-FLABA

Expert-Comptable

Inscrit au Tableau de l'Ordre de Lorraine

...

Commissaire aux Comptes

Inscrit près la Cour d'Appel de Metz

**RAPPORT DU COMMISSAIRE
AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**
Exercice clos le 31 Août 2025
A l'assemblée générale
d'approbation des comptes de

**L'ASSOCIATION FAMILIALE
DE GESTION DE L'EXTERNAT
SAINT PIERRE CHANEL**
33, rue du Chardon
57100 THIONVILLE



1, Place du Pont-à-Seille - 57045 METZ CEDEX 01

Tél. 03 87 39 79 40 - Fax 03 87 39 79 49 - E-mail : akaiser@martinpartners.fr

SIRET : 520 643 438 000 10 N° TVA intracommunautaire : FR 48 520 643 438

Membre d'une association agréée : le règlement des honoraires par chèque est accepté.

Aux adhérents de l'association,

I – OPINION

En exécution de la mission qui m'a été confiée par votre assemblée générale, j'ai effectué l'audit des comptes annuels de l' Association familiale de gestion de l'externat Saint Pierre Chanel relatif à l'exercice clos le 31 août 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Je certifie que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

II – FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

J'ai effectué mon audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. J'estime que les éléments que j'ai collectés sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion.

Les responsabilités qui m'incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilité du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

J'ai réalisé ma mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui me sont applicables, sur la période du 1^{er} septembre 2024 à la date d'émission de mon rapport, et notamment je n'ai pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

III – JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L 823-9 et R.823-7 du Code de commerce relatives à la justification de mes appréciations, je vous informe que les appréciations les plus importantes auxquelles j'ai procédé , selon mon jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues ainsi que sur la présentation d'ensemble des comptes.

J'ai procédé à un examen analytique des charges d'exploitation. Les variations les plus significatives ont conduit à des sondages plus approfondis sur les comptes de charges.

J'ai également contrôlé les aspects comptables et juridiques relatifs aux subventions de toute nature reçues par l'association.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de mon opinion exprimée ci-avant. Je n'exprime pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

IV – VERIFICATION DU RAPPORT FINANCIER ET DES AUTRES DOCUMENTS ADRESSES AUX MEMBRES DE L'ASSEMBLEE GENERALE

J'ai également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Je n'ai pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier et dans les autres documents adressés aux membres de l'association sur la situation financière et les comptes annuels.

V – RESPONSABILITE DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVE AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

VI – RESPONSABILITE DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il m'appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels.

Mon objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, ma mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et selon les éléments

collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

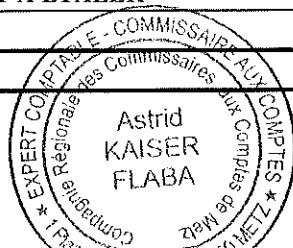
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Metz, le 30 décembre 2025



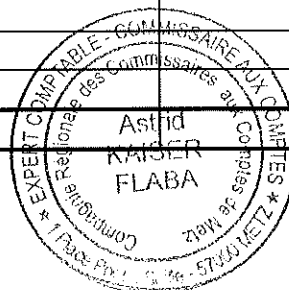
BILAN AU

Net (N-1)	ACTIF	Valeur brute	Amortissement & Provisions	Valeur nette (N)
4 902	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	43 882,59	43 380,22	502,37
4 902	- Frais d'établissement			
	- Autres : Logiciels	43 882,59	43 380,22	502,37
1 877 278	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	9 235 031,30	7 257 752,54	1 977 278,76
-	- Terrains	-	-	-
-	- Aménagements de terrains	-	-	-
-	- Constructions sur sol propre (et leurs IAA)	-	-	-
475 805	- Constructions sur sol autrui (et leurs IAA)	2 655 910,23	2 283 972,39	371 937,84
1 195 043	- Installations, mobilier et matériel d'activité	6 250 935,99	4 708 316,59	1 542 619,40
-	- Matériel de transport	12 780,00	12 780,00	-
34 259	- Mob/Matériel de bureau et d'informatique	299 988,49	252 683,56	47 304,93
-	- Immobilisations en cours	15 416,59	-	15 416,59
172 171	- Avances et acomptes sur immobilisations	-		-
103 001	IMMOBILISATIONS FINANCIERES	103 001,11	-	103 001,11
	- Participations	-	-	-
	- Créances rattachées à des participations	-	-	-
22 500	- Autres titres immobilisés	22 500,00	-	22 500,00
79 015	- Prêts	79 014,74	-	79 014,74
1 486	- Dépôts et cautionnements	1 486,37	-	1 486,37
-	- Autres créances immobilisées	-	-	-
1 985 181	TOTAL ACTIF IMMOBILISE	9 381 915,00	7 301 132,76	2 080 782,24
	COMPTES DE LIAISON			
20 915	STOCKS ET EN COURS	25 628,86	-	25 628,86
20 915	- Divers	25 628,86	-	25 628,86
8 693 164	CREANCES ET COMPTES RATTACHES	10 561 895,80	7 348,79	10 554 547,01
8 682	- Fournisseurs débiteurs	465,70		465,70
4 567	- Familles ou élèves	12 305,05	7 348,79	4 956,26
364	- Personnel et charges sociales à récupérer	342,73		342,73
324 500	- Etat et autres collectivités publiques	-		-
8 272 335	- Confédérat., Fédérat., Assoc. et Organ. apparentés	10 474 966,59		10 474 966,59
-	- Comptes transitoires ou d'attente			-
82 716	- Débiteurs divers	73 815,73		73 815,73
2 900 354	PLACEMENTS : VALEURS MOBILIERES ET AUTRES	1 279 628,12	-	1 279 628,12
2 885 443	- Placements livrets	1 277 789,14		1 277 789,14
-	- Comptes à terme	-		-
14 911	- Intérêts courus non échus	1 838,98		1 838,98
104 099	DISPONIBILITES	189 100,06	-	189 100,06
101 568	- Banques établissements financiers et assimilés	186 936,23		186 936,23
2 531	- Caisse	2 163,83		2 163,83
	- Régies d'avance et accreditifs	-		-
296 813	CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	281 047,47		281 047,47
12 015 345	TOTAL ACTIF CIRCULANT & ASSIMILES (II)	12 337 300,31	7 348,79	12 329 951,52
	CHARGES A REPART./PLUS. EXERCICES (III)			-
	INTERETS D'EMPRUNT A ETALER			-
				-
14 000 526	TOTAL DE L'ACTIF	21 719 215,31	7 308 481,55	14 410 733,76



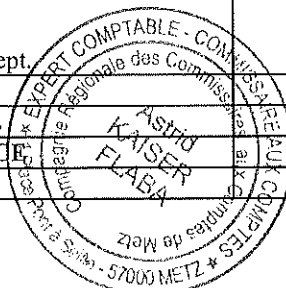
31 AOUT 2025

Net (N-1)	PASSIF			
-	FONDS ASSOCIATIFS SANS DROIT DE REPRISE			-
-	- Valeur du patrimoine intégré			
-	- Fond statutaire			
-	- Subventions d'investissements renouvelables			-
-	- Fonds de trésorerie apportés			
-	- Libéralités ayant le caractère d'apport			
-	FONDS ASSOCIATIFS AVEC DROIT DE REPRISE			-
-	- Valeur des biens affectés			
-	- Valeur des biens non affectés			
-	- Libéralités ayant le caractère d'apport			
-	- Subventions d'investissements renouvelables			-
15 522 306	RESERVES			16 744 880,83
-	- Réserves statutaires			
-	- Réserves d'investissement			
15 522 306	- Réserve générale d'intervention			16 744 880,83
-	- Autres réserves non affectées			
- 5 963 241	RESULTAT ET REPORT A NOUVEAU			- 7 037 052,05
- 6 954 703	- Report à nouveau			- 7 185 815,66
991 462	- Résultat de l'exercice	BRUT	AMORTISSEMENT	148 763,61
1 000 269	SUBVENTIONS D'INVEST. AMORTISSABLES	1 748 190,00	567 435,25	1 180 754,75
-	- Taxe d'apprentissage			
1 000 269	- Autres subventions	1 748 190,00	567 435,25	1 180 754,75
10 559 334	TOTAL FONDS PROPRES ET ASSIMILES (I)			10 888 583,53
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES			
-	- Pour risques			13 000,00
1 811 518	- Pour charges			1 965 738,00
1 811 518	TOTAL PROVISIONS (II)			1 978 738,00
	COMPTE DE LIAISON			
762 184	EMP. & DETTES AUPRES DES ETAB. DE CREDIT			613 367,21
759 718	- Capital emprunté			611 377,31
-	- Découvert bancaire			-
2 466	- Intérêts et agios courus			1 989,90
	AUTRES DETTES			
867 440				912 085,02
13 280	- Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			34 015,08
419 434	- Fournisseurs et comptes rattachés			470 414,37
150 198	- Familles ou élèves : avances reçues			150 300,00
217 308	- Dettes relatives au personnel			204 206,49
35 667	- Etat et autres collectivités publiques			23 259,23
-	- Confédérat., Fédérat., Assoc. et Organism. Apparentés			-
31 553	- Autres dettes			29 889,85
50	PRODUITS CONSTATES D'AVANCE			17 960,00
1 629 674	TOTAL DETTES ET ASSIMILEES (III)			1 543 412,23
14 000 526	TOTAL DU PASSIF			14 410 733,76



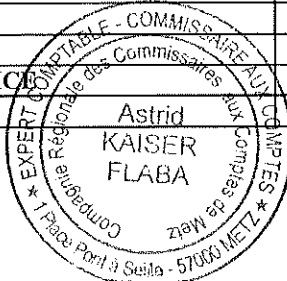
COMPTE DE FONCTIONNEMENT

N° comptes	CHARGES DE FONCTIONNEMENT	Exercice 2024/2025	Exercice 2023/2024
64/63/62	COUTS DE PERSONNEL		
641	- Appointements bruts	1 688 411,94	1 661 289,88
643	- Rémunérations diverses	-	-
645/647	- Charges sociales et assimilées	667 576,08	637 784,09
631/3/8/9	- Charges fiscales et assimilées	143 335,30	126 586,13
648	- Autres charges de personnel	25 305,53	18 624,57
6483	- Charges sociales personnel sous contrat avec l'Etat	64 104,35	63 742,12
621	- Personnel intérimaire et extérieur	70 574,79	40 821,59
649	- Remboursement de charges de personnel (Déduire)	- 7 159,16	- 5 076,62
A	TOTAL COUT DE PERSONNEL	2 652 148,83	2 543 771,76
60	CONSOUMMATIONS	1 785 532,09	1 734 872,63
601/603	- Matières premières et variation de stocks	-	-
604.	- Prest. de services incorporées : Restauration	-	-
604.	- Prest. de services incorporées : Entretien	355 484,20	324 611,50
604.	- Prest. de services incorporées	33 284,57	54 524,10
6061	- Energie et fluides	468 840,69	434 187,85
6063	- Fournitures d'alimentation	722 235,93	703 683,29
606.	- Matières, fournitures et petit matériel : Divers	82 916,67	106 861,80
606.	- Matières, fournitures et petit matériel : Pédagogique	64 950,40	55 027,21
607	- Livres et fournitures pour cession aux familles	57 819,63	55 976,88
61	AUTRES CHARGES EXTERNES	1 631 910,61	1 092 032,83
612.	- Redevances Crédit bail	-	41 151,00
613	- Locations charges immobilières	540 284,33	562 171,53
613	- Locations mobilières	1 525,88	1 824,09
615	- Entretien et réparations : Biens immobiliers	847 199,22	268 576,18
615.	- Entretien et réparations : Biens mobiliers	60 254,94	29 403,79
615.	- Contrats de maintenance	129 208,33	135 939,79
616	- Primes d'assurances	45 457,26	42 822,74
618	- Documentations et divers	7 980,65	10 143,71
62	AUTRES SERVICES EXTERIEURS	263 627,73	246 469,68
622.	- Honoraires	45 976,56	45 985,44
623.	- Informations, publications et relations publiques	25 007,45	21 583,59
624.	- Transports : Biens, élèves, personnel	-	-
625	- Déplacements, missions et réceptions	67 904,34	54 230,06
626/627	- Frais de P.T.T. et services bancaires	31 451,73	33 100,13
628	- Cotisations et divers	93 287,65	91 570,46
63	AUTRES IMPOTS, TAXES ET ASSIMILEES	5 789,38	9 107,99
635	- Impôts et taxes relatifs aux locaux	1 356,00	1 231,00
637	- Autres impôts et taxes	4 433,38	7 876,99
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	14 285,20	16 374,89
654	- Pertes sur créances irrécouvrables	150,00	-
651/658	- Charges diverses de gestion courante	14 135,20	16 374,89
66	CHARGES FINANCIERES	8 640,55	10 391,74
661	- Charges d'intérêts	8 640,55	10 391,74
668	- Autres charges financières	-	-
68	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	1 541 649,91	655 495,82
681.	- Dot. aux amortissements : charges de fonctionnement	574 930,71	561 379,72
681.	- Dot. aux amortissements : charges financières	-	-
6815.	- Dot. aux provisions pour risques et charges	949 120,80	91 251,00
6816/6817	- Dot. aux provisions pour dépréciations	17 598,40	2 865,10
B	TOTAL AUTRES COUTS	5 251 435,47	3 764 745,58
C	TOTAL CHGES BRUTES DE FONCT. COURANT (A+B)	7 903 584,30	6 308 517,34
	CHARGES EXCEPTION. ANTER. ET DIVERS		
671	- Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	-	-
672	- Charges sur exercices antérieurs	3 820,43	9 017,08
675	- Valeur comptable des éléments d'actifs cédés	-	-
687	- Dotations aux amortissements et aux provisions except.	1 643,94	126,90
I	TOTAL CHARGES EXCEPTIONNELLES	5 464,37	9 143,98
K	(C+I) TOTAL DES CHARGES DE L'EXERCICE	7 909 048,67	6 317 661,32
*	(K-L) RESULTAT : EXCEDENT DE L'EXERCICE	148 763,61	991 462,45
	TOTAUX	8 057 812,28	7 309 123,77



DE L'EXERCICE 2024/2025

N° comptes	PRODUITS DE FONCTIONNEMENT	Exercice 2024/2025	Exercice 2023/2024
706	PARTICIPATION DES FAMILLES (ACTIVITES PRINCIPALES)	4 138 773,81	3 969 548,55
7061.	- Participation des familles : enseignement	1 800 476,86	1 769 836,50
7062.	- Participation des familles : restauration	2 338 296,95	2 199 712,05
7063.	- Participation des familles : hébergement	-	-
7064.	- Participation des familles : transport scolaire	-	-
709	RABAIS, REMISES, REDUCTIONS (à déduire)	- 31 577,35	- 30 771,50
D	REDEVANCES NETTES DES FAMILLES	4 107 196,46	3 938 777,05
7065/735	PARTICIPATIONS DE L'ETAT ET DES COLLECTIVITES		
70651/7351	Participation Etat	1 060 145,61	1 043 650,99
70652/7352	Participation Région	652 186,00	648 299,00
70653/7353	Participation Départements	987 302,00	1 027 180,00
70654/7354	Participation Communes		
	SOUS TOTAL	2 699 633,61	2 719 129,99
	AUTRES PARTICIPATIONS		
7066.	Participations par établissements publics		
7067.	Entreprises et organismes privés		
7068.	Autres participations		
	SOUS TOTAL AUTRES PARTICIPATIONS	-	-
E	PARTICIPATIONS DE L'ETAT ET DES COLLECTIVITES PUBLIQU	2 699 633,61	2 719 129,99
74	SUBV. DE FONCTION. POUR AUTRES ACTIVITES		
741	- Subventions Etat	5 021,00	4 728,00
742	- Subventions Région	17 289,00	19 421,00
743	- Subventions Département	-	-
744	- Subventions Commune		
746	- Subventions par Etablissements publics		
747	- Subventions par entreprises et organismes privés		
748	- Subventions autres	-	2 703,36
749	- Report de subventions (à déduire)		
F	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT	22 310,00	26 852,36
708	PRODUITS DES ACTIVITES ANNEXES	284 608,24	252 926,37
7081	- Produits des services exploités dans l'intérêt du personnel	43 258,62	42 294,37
7082	- Prestations annexes aux élèves	241 349,62	210 632,00
7083	- Prestations diverses aux tiers	-	-
7086	- Prestations diverses de formation permanente	-	-
		-	-
701/743	CESSIONS OU VENTES DE PRODUITS	-	-
72	PRODUCTION IMMOBILISEE	-	-
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	22 613,55	18 941,30
754	- Collectes et dons affectés à la gestion scolaire	-	-
755	- Remboursement des frais	8 620,50	8 930,00
757	- Quote-part éléments des subv. Équipements affectées au résultat	-	
758	- Autres produits divers de gestion courante	13 993,05	10 011,30
76	PRODUITS FINANCIERS	14 872,25	20 616,65
777	QUOTE PART DES SUBVENTIONS D'INVEST. VIREE AU RESULTAT	64 316,66	75 941,56
78	REPRISE AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	800 866,15	205 277,55
7815	- Reprise sur provisions pour risques	798 125,25	205 277,55
7816	- Reprise sur provisions pour dépréciations	2 740,90	-
789	- Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs	-	
790	- Transfert de charges	37 280,05	32 884,84
G	AUTRES PRODUITS	1 224 556,90	606 588,27
H	TOTAL DES PRODUITS DE FONCT. COURANT	8 053 696,97	7 291 347,67
	PRODUITS EXCEPTIONNELS, ANTERIEURS & DIVERS		
771	- Produits exceptionnels sur opérations de gestion	1 870,16	-
772	- Produits sur exercices antérieurs	2 245,15	17 776,10
775	- Produits des cessions d'éléments d'actif	-	-
787	- Reprise sur provisions exceptionnelles	-	-
J	TOTAL PRODUITS EXCEPTIONNELS	4 115,31	17 776,10
L	(H+J) TOTAL PRODUITS DE L'EXERCICE	8 057 812,28	7 309 123,77
*	(K-L) RESULTATS : DEFICIT DE L'EXERCICE	-	-
	TOTAUX	8 057 812,28	7 309 123,77



PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES DE BASE

Les comptes annuels de l'exercice du 01/09/2024 au 31/08/2025 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du Plan comptable des établissements d'enseignement privés.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exercice
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- indépendance des exercices

et conformément aux règles générales de l'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

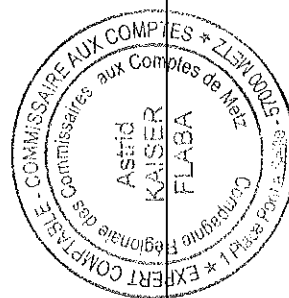


TABLEAU DE MOUVEMENT DES IMMOBILISATIONS ET AMORTISSEMENTS

	IMMOBILISATIONS			AMORTISSEMENTS				
	Valeurs au début de l'exercice	Acquisitions	Cessions et mises hors service	Valeurs en fin d'exercice	Valeurs au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions	Valeurs en fin d'exercice
I - Immobilisations incorporelles Autres : Logiciels	46 070,39		2 187,80	43 882,59	41 168,55	4 399,47	2 187,80	43 380,22
II - Immobilisations corporelles								
1. I.A.A. sur sol autrui	2 655 910,23			2 655 910,23	2 180 105,65	103 866,74		2 283 972,39
2. Mobilier et matériel d'activité								
- Communs enseignement	1 552 778,51	488 041,52		2 040 820,03	1 443 095,43	56 569,57		1 499 665,00
- Lycée	682 184,33	21 729,00	12 855,64	691 057,69	622 547,92	29 597,66	12 855,64	639 289,94
- Collège	876 422,51	226 163,63	150 693,75	951 892,39	440 157,38	169 349,13	150 693,75	458 812,76
- Culte	18 046,32			18 046,32	12 198,96	618,44		12 817,40
- Demi-Pension	2 192 361,32	47 013,42		2 239 374,74	1 653 989,91	185 666,71		1 839 656,62
- Communs aux locaux	264 259,26	18 432,97		282 692,23	219 019,79	12 002,49		231 022,28
- Gestion associative	27 052,59			27 052,59	27 052,59			27 052,59
3. Matériel de transport	12 780,00			12 780,00	12 780,00			12 780,00
4. Mobilier et matériel de bureau et info.								
- Matériel de bureau	157 624,81	23 610,71	766,90	180 468,62	142 286,50	10 936,30	766,90	152 455,90
- Mobilier	115 580,27	3 939,60		119 519,87	96 659,52	3 568,14		100 227,66
5. Immobilisations en cours	-			-				
6. Avances et acomptes sur immob.	172 170,78	15 416,59	172 170,78	15 416,59	6 849 893,65	572 175,18	164 316,29	7 257 752,54
III - Immobilisations financières								
1. Parts sociales BPL	22 500,00	-		22 500,00				
2. Prêts investissement construction	79 014,74	-		79 014,74				
3. Dépôts et cautionnements	1 486,37	-	-	1 486,37				
Total actif immobilisé	8 876 242,43	844 347,44	338 674,87	9 381 915,00	6 891 062,20	576 574,65	166 504,09	7 301 132,76
Modalités d'amortissement	Dont exceptionnelles I 643,94							
- Logiciels								
- I.A.A.								
- Mobilier et matériel d'activité								
- Matériel de transport								
- Matériel de bureau								
- Mobilier de bureau								

100 % 33,33 % 20 % 1 à 5 ans
10 % 10 ans
33,33 % et 20 % 3 à 5 ans
20 % 5 ans
33,33 % et 20 % 3 à 5 ans
10 % 10 ans

RT COMPTABLE - COMMISSAIRE AUX COMPTES
Signature des Commissaires aux Comptes
ASTRID KAISER



**ETAT ET ECHEANCES DES CREANCES
A LA CLOTURE DE L'EXERCICE**

	Totaux	< 1 an	> 1 an
<u>Immobilisations financières</u>			
- Prêts investissement construction	79 014,74	6 625,00	72 389,74
- Dépôts et cautionnements	1 486,37		1 486,37
	80 501,11	6 625,00	73 876,11
 <u>Créances et comptes rattachés</u>	 10 554 547,01	 79 580,42	 10 474 966,59
- dont Association DDL	10 474 966,59	-	10 474 966,59
 <u>Charges constatées d'avance</u>	 281 047,47	 160 089,04	 120 958,43
	10 835 594,48	239 669,46	10 595 925,02



TABLEAU DES PROVISIONS INSCRITES AU BILAN

	Montants au début de l'exercice	Dotation de l'exercice	reprises de l'exercice	Montants à la fin de l'exercice
I - <u>Provisions pour risques et charges</u>				
1. Provision p. gros entretiens	1 578 604,45	936 120,80	798 125,25	1 716 600,00
2. Provision p. risque et charge	-	13 000,00	-	13 000,00
3. Provision pour retraite	232 914,00	16 224,00	-	249 138,00
	1 811 518,45	965 344,80	798 125,25	1 978 738,00
II - <u>Provisions pour dépréciation</u>				
- Créances familles ou élèves	8 715,29	1 374,40	2 740,90	7 348,79
	8 715,29	1 374,40	2 740,90	7 348,79
	1 820 233,74	966 719,20	800 866,15	1 986 086,79
Dont exploitation	1 820 233,74	966 719,20	800 866,15	1 986 086,79
financier	-	-	-	-
exceptionnel	-	-	-	-



MOUVEMENTS DES FONDS ASSOCIATIFS

FONDS ASSOCIATIFS :

- Réserve générale d'intervention		16 744 880,83
Situation en début d'exercice	15 522 306,39	
Affectation du résultat n-1	1 222 574,44	
- Report à nouveau		
- Report à nouveau de la gestion scolaire		8 490 379,27
Situation en début d'exercice	8 259 267,28	
Affectation du résultat n-1	231 111,99	
- Report à nouveau de la gestion propre		1 304 563,61
Situation en début d'exercice	1 304 563,61	
Affectation du résultat n-1	-	
- Résultat de l'exercice		148 763,61
- Subventions d'investissements		1 180 754,75
Situation en début d'exercice	1 535 416,00	
Percues au cours de l'exercice	244 802,00	
Régularisations subventions	-	
Subventions totalement amorties	16 014,00	
Amortissements pratiqués	583 449,25	
Total des fonds associatifs		10 888 583,53

ETAT ET ECHEANCES DES DETTES

Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits :

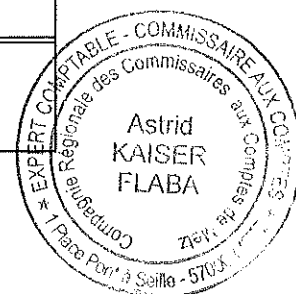
	Totaux	A 1 an au +	Entre 1 et 5 ans	A+ de 5 ans
- Emprunt BPL 1 750 k€	613 367,21	152 110,38	461 256,83	-
	613 367,21	152 110,38	461 256,83	-

L'ensemble des autres dettes figurant au bilan soit 912 085,02 € est à échéance de moins d'un an.



BILAN SOCIAL
TABLEAU DE REPARTITION DES EFFECTIFS DU PERSONNEL

SERVICES	EFFECTIF EXERCICE 22/23		EFFECTIF EXERCICE 23/24		EFFECTIF EXERCICE 24/25	
	H	F	H	F	H	F
Fonctionnement des locaux						
- Ateliers d'entretien	2		2		2	
- Personnel de ménage						
- Personnel de cuisine	4	15	4	15	4	15
- Apprenti cuisine						
Total fonctionnement des locaux	6	15	6	15	6	15
Encadrement éducatif						
- Surveillance générale	6	10	6	11	6	11
- Responsable orientation		1		1		1
- Responsable informatique	1		1		1	
- Médecin scolaire						
- Infirmière		1		1		1
- Responsable pastorale	1		1		1	
- Responsables de niveaux	1	1	1	1	1	1
Total Encadrement Educatif	9	13	9	14	9	14
Administration générale						
- Directeur - Adjoints	3		3		3	
- Attachée de gestion		1		1		1
- Intendante		1		1		1
- Comptable	1		1		1	
- Secrétaire administrative		5		5		5
- Chef de chantier						
Total Administration générale	4	7	4	7	4	7
Total du Personnel non enseignant	19	35	19	36	19	36
Professeur sous contrat ou délégués	135		138		139	
TOTAL GENERAL	189		193		194	



CRITERES DE VENTILATION DES CHARGES

1° Charges communes d'enseignement

Leur ventilation s'effectue proportionnellement aux effectifs respectifs du Lycée et du Collège et en tenant compte d'une pondération calculée à partir des montants des forfaits obtenus respectivement, soit :

Lycée :	869	élèves x indice de pondération	1,025	891	40%
Collège :	1 323	élèves x indice de pondération	1,000	1 323	60%
				2 214	100%

2° Charges de fonctionnement des locaux

La surface totale des locaux utilisés ayant été évalués à 19 174 m2 se répartit comme suit :

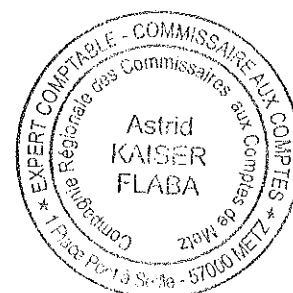
	m2	Pourcentage
- Administration générale	1 185	6,18%
- Demi-pension	2 153	11,23%
- Enseignement	15 836	82,59%
		100,00%
19 174		

3° Charges d'administration générale et de surveillance

Ces dernières étant communes à l'ensemble des activités, il convient de les répartir entre l'enseignement et la demi - pension.

En pondérant les effectifs de la demi - pension d'un coefficient de 0,25, on obtient la répartition suivante :

- Demi - pension :	1 921	0,25	480	18%
- Lycée :	869	1	869	33%
- Collège :	1 323	1	1 323	50%
				100%
2 672				



EVALUATION D'UN LOYER INTERNE NORMAL

- Surface totale des locaux	19 174 m2
- Surface de l'extension du self	159 m2
- Surface de base du loyer interne	19 015 m2
- Valeur estimée sur la base d'un coût moyen de 1 476 € au m2 soit :	28 066 140 €
- Loyer évalué en tenant compte d'un taux de 7% soit :	1 964 630 €
- La répartition en fonction de la ventilation des charges de fonctionnement des locaux et de la surface de l'extension du self donne :	

Administration générale :	6,23%	122 396	€
Demi - pension :	10,49%	206 090	€
Lycée :	40% de 83,28%	654 458	€
Collège :	60% de 83,28%	981 686	€
		<hr/> 1 964 630	€



RESULTAT EXCEPTIONNEL**- Produits exceptionnels :**

- Produits sur opérations de gestion	1 870,16
- Produits sur exercices antérieurs divers *	2 245,15
- Produits des cessions d'éléments d'actif	-
- Reprise sur provision créance	-
- Reprise sur provisions risques et charges exceptionnelles	-
- Transferts de charges exceptionnelles	-

4 115,31
- Pertes exceptionnelles :

- Pertes sur exercices antérieurs divers *	3 820,43
- Créances irrécouvrables	-
- Valeur comptable des éléments d'actifs cédés	-
- DAP pour risques et charges exceptionnels	-
- Pertes exceptionnelles diverses	-
- Divers	-
- Dons	-
- Dotations aux amortissements exceptionnels	1 643,94

5 464,37
Perte exceptionnelle :

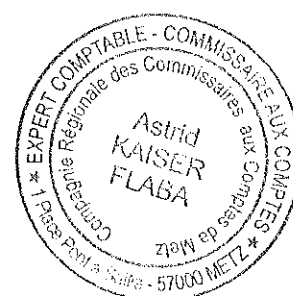
- 1 349,06

* Dont profit exceptionnel Gestion propre



ENGAGEMENTS HORS BILAN

ENGAGEMENTS	Donnés	Reçus
Caution Emprunt BPL 1750 k€	-	1 750 000
Intérêts non couru non échus sur emprunt BPL	16 461	
Engagement de location financière	-	
Engagement sur les crédits baux	-	
Avals et cautions		
Engagement en matière de retraite	Comptabilisé	-
Autres engagements donnés	-	-
TOTAL	16 461	1 750 000



Astrid KAISER-FLABA

Expert-Comptable

Inscrit au Tableau de l'Ordre de Lorraine

...

Commissaire aux Comptes

Inscrit près la Cour d'Appel de Metz

**ASSOCIATION FAMILIALE
DE GESTION DE L'EXTERNAT
SAINT PIERRE CHANEL**

33, rue du Chardon
57100 THIONVILLE

**RAPPORT SPECIAL
DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES**

*Assemblée d'approbation des comptes
de l'exercice clos le 31 août 2025*

Monsieur le Président, Messieurs les adhérents de l'association,

En ma qualité de Commissaire aux Comptes de votre association, je vous présente mon rapport sur les conventions réglementées visées à l'article L.612-5 du code de commerce.

Il m'appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui m'ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont j'ai été avisée ou que j'aurais découvertes à l'occasion de ma mission, sans avoir à me prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions.

Il vous appartient selon les termes de l'article R 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.



1, Place du Pont-à-Seille - 57045 METZ CEDEX 01

Tél. 03 87 39 79 40 - Fax 03 87 39 79 49 - E-mail : akaiser@martinpartners.fr

SIRET : 520 643 438 000 10 N° TVA intracommunautaire : FR 48 520 643 438

Membre d'une association agréée : le règlement des honoraires par chèque est accepté.

J'ai mis en œuvre les diligences que j'ai estimées nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes relative à cette mission.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE

Je vous informe qu'il ne m'a été donné avis d'aucune convention conclue au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale, en application des dispositions de l'article 612-5 du Code de Commerce.

Fait à Metz, le 30 décembre 2025

Le Commissaire aux Comptes,

